



HAL
open science

Religion et vote: ” Cachez cette variable que je ne saurais voir ” ...

Claude Dargent

► **To cite this version:**

Claude Dargent. Religion et vote: ” Cachez cette variable que je ne saurais voir ” [Rapport de recherche] Cevipof. 2007. hal-01063753

HAL Id: hal-01063753

<https://sciencespo.hal.science/hal-01063753>

Submitted on 12 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

RELIGION ET VOTE : « CACHEZ CETTE VARIABLE QUE JE NE SAURAI VOIR » ...

Par Claude DARGENT, chercheur associé au CEVIPOF, professeur de sociologie à l'université Paris 8 Saint-Denis

Le débat public en France et parfois même les études destinées à un public plus spécialisé occultent fréquemment un des facteurs explicatifs majeurs du comportement électoral : l'appartenance religieuse. C'est oublier est très regrettable : comme on va le voir, dans l'ensemble des variables socio-démographiques, la pratique religieuse est celle qui creuse les écarts les plus profonds en matière de vote! Cette caractéristique de la religion n'est d'ailleurs pas neuve : André Siegfried la relevait déjà pour la première moitié du siècle. Et elle a été de nouveau démontrée avec d'autres méthodes pour les années soixante¹. Mais l'amnésie récurrente dans ce domaine en France a de nouveau fait son œuvre depuis...

En liaison avec la question de l'immigration, la prise de conscience de la croissance du nombre de musulmans en France a cependant contribué récemment à ramener l'attention sur le facteur religieux. On rappellera ici dans un premier temps à quel point l'appartenance religieuse a contribué à la détermination du vote en 2002. On identifiera ensuite quelques pistes permettant d'expliquer cette occultation persistante. On fera enfin le point sur les évolutions que l'on peut discerner dans la perspective des scrutins de ce printemps 2007.

L'appartenance religieuse, premier facteur explicatif du vote en 2002

A la date du dernier scrutin présidentiel, la position à l'égard de la religion permet d'établir un classement des Français en cinq catégories, de ceux qui se

¹ Guy MICHELAT, Michel SIMON, *Classe, religion et comportement politique*, Presses de la FNSP et éditions sociales, 1977.

déclarent sans religion aux plus intégrés au catholicisme, la confession religieuse aujourd'hui encore dominante. A l'intérieur de la population inscrite sur les listes électorales, on observe qu'un quart (24%) des électeurs se déclarent catholiques pratiquants (10% catholiques pratiquants réguliers, 14% irréguliers), et qu'un quart se disent sans religion. Entre les deux, on constate que presque un Français sur deux (44%) s'avère catholique non pratiquant. Enfin, 6% des électeurs se réclament d'une autre religion (islam, protestantisme ou judaïsme essentiellement).

TABLEAU 1. APPARTENANCE ET PRATIQUE RELIGIEUSES EN FRANCE (en %)

	2002
catholique pratiquant régulier	10
catholique pratiquant irrégulier	14
catholique non pratiquant	44
autre religion	6
sans religion	25
sans réponse	1
ensemble	100

PEF 2002, vague 1 non pondérée

Même si le lien entre appartenance sociale et comportement électoral s'est profondément transformé depuis un quart de siècle, malgré notamment une plus grande individualisation des choix, réelle ou apparente, le vote continue de varier beaucoup selon le contexte social. Au premier tour de la dernière élection présidentielle, la position à l'égard de la religion s'inscrit tout a fait dans ce constat : un Français se déclarant sans religion vote trois fois plus souvent à gauche qu'un catholique pratiquant régulier. Symétriquement, il choisit trois fois moins la droite – un peu moins même, les catholiques pratiquants réguliers faisant preuve d'une réticence à voter pour Jean-Marie Le Pen supérieure à leurs concitoyens.

TABLEAU 2. RELIGION ET VOTE À LA PRÉSIDENTIELLE 2002 (1ER TOUR) (en %)

	Gauche ²	Droite	Ext.-dr.	
catholique pratiquant régulier	21	66	13	100 (326)

² On a additionné le résultat de tous les candidats de gauche et d'extrême-gauche.

	Gauche ²	Droite	Ext.-dr.	
catholique pratiquant irrégulier	29	48	23	100 (520)
catholique non pratiquant	42	36	22	100 (1113)
autre religion	50	35	15	100 (154)
sans religion	63	20	17	100 (707)
ensemble	43	38	19	100 (2820)

PEF 2002, vague 2 pondérée par les résultats du 1er tour

Même essentiel, ce constat ne clôt toutefois pas l'analyse. En effet, un catholique pratiquant régulier ne fait pas que fréquenter au moins une fois par mois la messe dominicale. Il a aussi d'autres appartenances sociales : une catégorie socioprofessionnelle (plutôt favorisée en France), un diplôme (davantage élevé que la moyenne), un âge (plus avancé que l'ensemble de la population), un genre (plus souvent féminin que masculin), un patrimoine (supérieur à ses concitoyens)... Si les catholiques pratiquants se trouvent à droite, est-ce donc parce qu'ils vont à la messe régulièrement ou parce qu'ils sont socialement privilégiés ? Implicitement, « l'oubli » de la variable religieuse repose sur la croyance selon laquelle les différences liées à la pratique religieuse ne feraient que cacher celles induites par l'appartenance sociale³.

Heureusement, les moyens statistiques existent qui permettent d'isoler l'effet de ces différentes variables. A l'élection de 2002 en tout cas - on verra ce qu'il en sera en 2007 - le genre n'est pas significatif : toutes choses égales par ailleurs, le fait d'être un homme ou une femme n'influe pas sur le choix entre la gauche et la droite. L'âge intervient peu également : la seule catégorie qui fasse preuve d'un vote spécifique en 2002 étaient les 18-24 ans qui ont voté moitié moins pour la gauche que leur aînés. Les titulaires d'un diplôme moyen (BEPC, CAP, BEP) témoignent de la même réticence. Les détenteurs d'un patrimoine élevé aussi : posséder quatre éléments de patrimoine diminue d'un tiers les chances de voter pour la gauche. Lorsque ces différentes variables sont introduites, le fait d'avoir un

³ Pour une réitération de cette thèse, voir par exemple l'entretien accordé par Franck Fregosi à La Croix du 6 mars 2007, où il avance que « la religion joue un rôle très secondaire » dans le vote, et que celui-ci est davantage déterminé par « l'origine sociale » - le contexte établissant qu'il parle en fait de la position sociale.

emploi, qu'il soit d'ailleurs en CDI ou précaire, d'être au chômage ou encore à la retraite n'introduit plus de différences dans le vote. Et la catégorie socioprofessionnelle non plus, si l'on évalue une distinction beaucoup plus efficace : celle qui oppose les indépendants au salariés – et tout particulièrement aux salariés du public. Ainsi, les fonctionnaires et autres agents de l'Etat et des collectivités territoriales ont trois fois et demi plus de chances de voter à gauche que les commerçants, artisans, chefs d'entreprise et professions libérales...

Une fois identifié l'effet des ces différentes modalités de l'appartenance sociale, que reste-t-il à la religion comme influence sur le vote ? La surprise est que cet impact est en fait considérable : toutes choses égales par ailleurs, en 2002, les électeurs qui se déclarent « sans religion » ont voté 6,3 fois plus souvent pour la gauche que les catholiques pratiquants réguliers ! On le constate, c'est, et de loin, l'écart le plus important creusé par les différentes variables envisagées – presque deux fois plus grand que l'effet du statut professionnel⁴ ! Non seulement donc la prise en compte des modalités de l'appartenance sociale n'a pas fait disparaître les écarts constatés par le simple croisement de la position religieuse et du vote (tableau 2), mais elle les a accrus. Si les catholiques pratiquants votent à droite, ce n'est donc pas parce qu'ils sont bourgeois, mais bien parce qu'ils sont catholiques pratiquants...

Religion et vote en France : pistes pour servir à l'élucidation d'une occultation récurrente

L'ampleur des écarts qu'induit donc la position religieuse amène à s'interroger sur « l'oubli » dont elle fait l'objet de façon régulière dans ce pays. On peut y voir plusieurs raisons.

La première mérite toute notre attention : elle repose sur l'idée implicite qu'avec la modernisation, le développement et le changement social qui l'accompagne, la religion serait en voie de disparition. C'est la théorie de la sécularisation. A quoi sert de s'attarder sur une variable qui induit peut-être encore

⁴ Claude DARGENT, « La religion, encore et toujours », dans Bruno CAUTRES et Nonna MAYER dir., *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

des différences, mais qui n'aura bientôt plus de pertinence, l'ensemble de la population étant condamné à l'abandon de toute pratique religieuse ? Cette théorie de la sécularisation a eu longtemps de solides soutiens académiques. C'est même le paradigme qui a dominé la sociologie des religions jusqu'aux années quatre-vingt. Pourquoi s'embarrasser en effet d'une variable en voie de disparition ?

Même dans le premier après-guerre, cette théorie butait cependant sur une difficulté : le cas des Etats-Unis d'Amérique. Bien que semblant confirmée sur le continent européen, et notamment en France où l'évolution paraissait plus avancée qu'ailleurs, le paradigme de la sécularisation ne correspondait pas à la vitalité persistante des différents Eglises de l'autre côté de l'Atlantique, dans un pays qui pouvait pourtant passer pour la pointe de la modernité. On réglait alors le problème en parlant d'une « exception américaine » à cette loi de l'épuisement progressif de la religion dans les sociétés modernes.

On le sait, cette perception s'est largement inversée depuis vingt cinq ans. Malgré les graves limites dont souffre ce concept qui mêle des réalités d'un statut bien différent, la thématique du « retour du religieux » a largement remis en cause cette approche classique. A tel point que, sur les rapports entre religion et modernité, on en vient désormais à parler d'une « exception européenne » pour rendre compte du recul jusqu'alors observé de la religion sur notre continent. On se refuse désormais fréquemment à reconnaître dans ce processus de déclin une loi générale du changement social⁵, surtout au fur et à mesure que davantage de pays de l'ex tiers-Monde accède au processus de développement tout en conservant souvent une réelle vitalité religieuse. De surcroît, s'agissant de notre continent, la dernière enquête sur les valeurs en Europe, en 1999, tout en montrant la poursuite du recul de l'influence des Eglises, semble mettre à jour une remontée de croyances explicitement religieuses⁶.

5 Jean-Paul WILLAIME, « La sécularisation : une exception européenne ? », *Revue française de sociologie*, numéro spécial : *Sociologie des valeurs*, Olivier GALLAND et Yannick LEMEL dir., 47/4, oct.-déc. 2006, p. 755-783.

6 Notamment chez les jeunes ; Yves Lambert, « Des changements dans l'évolution religieuse de l'Europe et de la Russie », *Revue française de sociologie*, 45/2, 2004, pp. 101-130.

Au demeurant, comme beaucoup d'approche de type eschatologique, cette nouvelle théorie de la fin de l'histoire que constituait le paradigme de la sécularisation aurait dû susciter un peu plus de précautions. L'histoire des sociétés montre que les sciences sociales gagnent à être prudentes en matière de prévision de long terme : si cet exercice ne leur est peut-être pas interdit, compte tenu de la jeunesse relative qui est la leur par rapport à leurs aînées dites « dures », elle doivent faire preuve d'une grande prudence sur ce registre. En tout cas, jusqu'à une date récente, on a vu que la position vis à vis de la religion permettait toujours de classer l'ensemble de la population par l'intermédiaire de catégories raisonnablement équilibrées (tab. 1). Certes, on observe une diminution sur le moyen terme, depuis notamment la deuxième guerre mondiale, du poids des catholiques pratiquants. Mais faut-il extrapoler cette tendance sur l'avenir, et jusqu'à quel point ? Personne ne peut répondre à cette question. A la date d'aujourd'hui, les différentes enquêtes montrent que les catholiques pratiquants réguliers constituent toujours un groupe très significatif dans la population française – plus important par exemple que les indépendants (chefs d'entreprises agricoles, commerciales, artisanales, industrielles ou bien encore professions libérales) dont personne ne nie qu'il faille les isoler pour étudier la spécificité de leur vote...

S'agissant de la France, il faut tenir compte de l'originalité des relations entre religion et politique qui la caractérise. Le fait que la République s'y soit construite historiquement contre le catholicisme a probablement une part de responsabilité dans l'occultation récurrente dont la religion fait l'objet comme facteur du comportement social et politique.

Enfin, la façon dont l'islam s'est imposé dans l'actualité internationale a joué un rôle important dans le constat d'un retour du religieux. Or, via l'immigration, la France accueille sur son sol une population qui se rattache de plus en plus à cette religion. Voici donc un certain nombre d'évolutions tant théoriques qu'empiriques qui justifient qu'on cherche à dessiner comment le facteur religieux peut influencer sur les prochaines échéances électorales.

Christianisme, islam et politique : de l'évolution récente à quelques pronostics pour la présidentielle de 2007

Quelles sont les évolutions survenues en France en matière religieuse depuis 2002, et que peut-on en attendre dans la perspective de l'élection présidentielle ? Il semble que le poids des catholiques pratiquant a continué de s'éroder. Mais la spécificité de leur orientation politique demeure, si l'on en croit le dernier sondage IFOP publié par *la Croix* le 6 mars dernier. Au deuxième tour de l'élection, si cet institut identifie une répartition qui donne 51% des suffrages à Nicolas Sarkozy et donc 49% à Ségolène Royal, le rapport est de 60 contre 40 chez les catholiques, et de 72 contre 28 chez les seuls catholiques pratiquants – tandis que le candidat de droite est largement battu chez les sans religion, où il ne recueille que 33% des suffrages contre 67% à Ségolène Royal !

Mieux : cette enquête apporte un éclairage inédit sur le premier tour. Sans surprise, Nicolas Sarkozy recueille 42% des intentions de vote chez les catholiques pratiquants contre 28% dans l'ensemble du corps électoral, tandis que Ségolène Royal doit se contenter de 16% des voix chez les fidèles de cette confession qui se rendent à la messe au moins une fois par mois, contre 27% en moyenne chez les Français. En revanche, les intentions de vote pour François Bayrou traduisent bien la spécificité de l'engouement dont il fait actuellement l'objet. On pourrait penser que l'héritier de la démocratie chrétienne attire autant si ce c'est plus de catholiques que son concurrent de droite. Or, il n'en est rien, tout au contraire : son audience chez les catholiques pratiquants est la même que chez les Français pris dans leur ensemble - 18%. Et il attire même 16% des intentions de vote des sans religion. Inversant la relation une fois de plus démontrée ici selon laquelle plus on est intégré au catholicisme, plus on vote à droite - et ce dans des proportions importantes -, ce résultat établi *a contrario* que les électeurs potentiels de François Bayrou aujourd'hui ne se situent pas plus à droite que leurs concitoyens. Sous l'angle religieux en tout cas, le candidat de l'UDF semble bien avoir réussi à détacher son électorat de la droite classique à laquelle appartenait jusqu'à présent sa formation politique, pour conquérir des électeurs peu ou pas catholiques. Ce résultat démontre à lui seul la capacité du député du Béarn à séduire actuellement une partie de l'électorat

CEVIPOF

98, rue de l'Université — 75007 Paris, France

info@cevipof.sciences-po.fr — Tél. : 33 (0)1 45 49 51 05 — Fax : 33(0)1 42 22 07 64

sociologiquement de gauche – sans préjuger de la pérennisation de cette opération d’ici au 22 avril.

Mais les choix religieux ne se bornent pas à l’alternative catholicisme/sans religion. Le protestantisme a longtemps été la seconde confession religieuse en France, loin derrière le catholicisme, puisque rassemblant seulement quelque 2% des Français. Ce faible poids interdit aux protestants, même localement, de jouer un rôle décisif lors des échéances électorales du printemps prochain. Mais il y a une autre raison à ce constat : longtemps de gauche, en même temps qu’ils quittaient leurs bastions ruraux pour se disperser sur le territoire national et s’établir en particulier dans les grandes villes, les protestants français ont abandonné ce vote spécifique⁷. Il y a peu de chances que ce constat évolue beaucoup lors des prochaines échéances.

S’agissant enfin des musulmans, les données disponibles établissent que leur poids s’élève dans la population française. La question de leur vote va donc peser de plus en plus lourd – à la présidentielle d’abord, et ensuite aux législatives, puisque leur répartition sur le territoire national est très inégale, avec une forte concentration dans les communes de banlieues les plus défavorisées. Or, les quelques investigations quantitatives conduites il y a peu sur cette population montrent qu’elle fait preuve d’une orientation politique spécifique, très ancrée à gauche⁸

Etabli sur des données recueillies après la dernière élection présidentielle, les enquêtes de l’observatoire interrégional du politique pour 2002 et 2003 permettent de caractériser le vote des minorités religieuses en France. Si les catholiques (tous niveaux de pratique confondus) apparaissent bien plus à droite que la population totale, s’ils semblent désormais rejoints par les protestants, on relève combien les

⁷ Claude DARGENT, *Les protestants en France aujourd’hui*, Paris, Payot, 2005.

⁸ Au delà de ce que pouvait laisser supposer son appartenance sociale, très majoritairement populaire ; Claude DARGENT, « Les musulmans déclarés en France : affirmation religieuse, subordination sociale et progressisme politique », *Cahiers du CEVIPOF*, n°34, février 2003; Sylvain BROUARD, Vincent TIBERJ, *Français comme les autres ? : enquête sur les citoyens d’origine maghrébine, africaine et turque*, Paris, Presses de Sciences Po. 2005.

musulmans apparaissent tentés par la gauche, davantage même que les sans religion.

TABLEAU 3. RELIGION ET PROXIMITÉ PARTISANE (en %)

	gauche	droite	ext.- droite	divers	
catholique	48	42	5	5	100 (13756)
protestant	49	42	7	3	100 (424)
musulman	78	18	4	1	100 (460)
juif	69	28	2	1	100 (98)
autre religion	64	23	5	8	100 (200)
sans religion	71	18	5	7	100 (6088)
ensemble	56	34	5	6	100 (21150)

Enquête Oip/ Conseils régionaux 2002/2003 pondérées par grandes régions

Certes, il ne s'agit ici que des musulmans déclarés, ceux qui osent s'identifier comme tels dans les enquêtes. Mais cela nous livre une indication structurelle dont il sera intéressant d'observer si elle se vérifie lors des prochains scrutins – une hypothèse que l'on peut qualifier aujourd'hui d'ores et déjà de vraisemblable.